

## Arrêt

n° 333 689 du 2 octobre 2025  
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître J. HARDY  
Rue de la Draisine 2/004  
1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

contre:

l'Etat belge, représenté par la Ministre de l'Asile et de la Migration

### LE PREMIER PRÉSIDENT DU CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 13 mai 2025, par X, qui déclare être de nationalité turque, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'admission au séjour, et l'ordre de quitter le territoire, pris le 31 mars 2025.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi précitée.

Vu l'ordonnance du 3 septembre 2025 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 12 septembre 2025.

### APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

#### 1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 23 décembre 2024, la partie requérante a introduit une demande d'admission au séjour sur base des articles 10 et 12bis de la loi du 15 décembre 1980.

1.2. Le 31 mars 2025, la partie défenderesse a pris à son encontre une décision d'irrecevabilité d'une demande d'admission au séjour (annexe 15quater) et un ordre de quitter le territoire. Il s'agit des actes attaqués, motivés comme suit :

- S'agissant de la décision d'irrecevabilité, premier acte attaqué :

« Considérant que l'intéressée a introduit le 23.12.2024 une demande d'admission au séjour en qualité de membre de famille de C. N./ son père,

*Considérant qu'elle invoque des circonstances exceptionnelles lesquelles l'empêchent de procéder par voie diplomatique,*

*L'intéressée invoque, tout d'abord, le fait que son père vive en Belgique depuis 5 ans. Or, on ne voit pas en quoi cet élément l'empêcherait personnellement de retourner temporairement au pays d'origine.*

*Certes, elle ajoute que son père n'y a pas de logement ni les moyens financiers pour un tel voyage. Concernant, d'une part, le fait qu'il n'y aurait pas de logement, son père n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour démontrer son allégation. Alors qu'il lui incombe d'étayer son argumentation. Quant au fait qu'il n'aurait pas les moyens financiers, rappelons d'une part à la requérante qu'il lui est loisible de se faire aider par des organisations telles que l'Organisation Internationale pour les Migrations ou par Caritas Catholica pour l'organisation de son voyage. Il lui appartient donc de chercher à réunir les moyens nécessaires pour financer un retour temporaire dans son pays. Cet élément n'est donc pas une circonstance exceptionnelle empêchant un retour temporaire vers le pays d'origine.*

*L'intéressée invoque, en outre, le fait que son père est le seul à s'occuper d'elle ; qu'il la prend entièrement à sa charge. S'il n'est pas contesté que sa mère a donné son accord sur l'établissement définitif des enfants communs en Belgique- ce qui rappelons-le est une des conditions au regroupement familial entre un parent et son enfant cela n'enlève rien au fait que cet élément ne l'empêche pas pour autant de retourner temporairement au pays d'origine. En effet, aucun élément ne démontre qu'elle ne pourrait être aidé et/ou hébergé temporairement par la famille, le temps nécessaire pour obtenir un visa. Pas plus qu'elle ne démontre qu'il ne pourrait obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou autre).*

*Quant aux autres éléments invoqués par l'intéressée et liés au fond de la demande, ils ne feront pas l'objet d'un examen au stade de la recevabilité mais pourront être soumis au poste diplomatique compétent pour le lieu de résidence à l'étranger.*

*En conclusion, vu que les arguments avancés par l'intéressée, pour justifier l'impossibilité ou la difficulté particulière d'introduire sa demande, dans son pays d'origine, auprès de notre représentation diplomatique, n'ont pas été retenus, sa demande est donc irrecevable.*

*« L'office des étrangers attire votre attention sur le fait que les conditions à remplir dans le cadre d'un regroupement familial sont cumulatives. Étant donné qu'au moins une de ces conditions n'est pas remplie, votre demande de séjour est rejetée. L'Office des étrangers n'a pas entièrement vérifié si les autres conditions étaient remplies. En cas de nouvelle demande de séjour, cette décision n'empêchera donc pas l'Office des étrangers de vérifier si ces autres conditions sont remplies, ou de lancer toute enquête ou analyse jugée nécessaire. L'Office des étrangers vous invite à vérifier votre dossier avant d'introduire une nouvelle demande. Les conditions à remplir et les documents justificatifs à présenter sont renseignés sur le site de l'Office des étrangers ([www.dofi.fgov.be](http://www.dofi.fgov.be)) » »*

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire, second acte attaqué :

*« MOTIF DE LA DECISION :*

*L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant/des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :*

*Article 7, alinéa 1er :*

*o 1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2, de la loi.*

*Défaut de visa valable pour un regroupement familial en Belgique.*

*Vu que la personne concernée n'est pas autorisée ou admise à séjourner en Belgique sur base du regroupement familial et qu'elle ne dispose pas de droit de séjour/d'autorisation de séjour obtenu à un autre titre, elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière. Vu que la présente décision a tenu compte de l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales qui impose une mise en équilibre des éléments invoqués par la personne concernée au titre de sa vie privée et familiale et la sauvegarde de l'intérêt général ;*

*En effet, la présence de père sur le territoire belge ne donne pas automatiquement droit au séjour. En outre, la séparation avec celui-ci ne sera que temporaire, le temps pour la personne concernée d'obtenir les autorisations nécessaires à son séjour en Belgique. In fine, la jurisprudence du Conseil d'Etat souligne qu'une séparation temporaire afin de se mettre en conformité avec les lois sur l'immigration ne peut pas être*

considéré comme une violation de l'article 8 CEDH (CE n° 42.039 du 22 février 1993 ; CE n°48.653 du 20 juillet 1994 ; CE n° 152.639 du 13 décembre 2005). Il en découle qu'il n'y a pas une ingérence dans la vie privée et affective de l'étranger ou que, si ingérence il y a, elle soit nécessairement proportionnée puisqu'il n'est imposé à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge (CCE arrêt 108 675 du 29.08.2013).

Pour le surplus, rappelons que La Cour européenne des droits de l'Homme a ainsi jugé que " les rapports entre adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux" (Cour eur. D.H., Arrêt Ezzouhdi du 13 février 2001, n°47160/99).

Vu que conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de l'intérêt supérieur de son enfant , de sa vie familiale et de son état de santé.

Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée ;

Vu que les intérêts familiaux du demandeur ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues aux articles 10 et 12 bis de la loi du 15/12/1980 ;

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours. Si l'intéressé(e) ne se conforme pas à l'ordre de quitter le territoire dans le délai imparti, ou si cet ordre n'est pas prolongé par l'Office des étrangers, ou s'il ne remplit pas son obligation de coopérer, les services de police compétents peuvent se rendre à l'adresse de l'intéressé(e). Ils pourront alors vérifier et établir si la personne concernée a effectivement quitté le territoire dès l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire ou de sa prolongation. Si la personne reste toujours à l'adresse, cela peut conduire à un transfert au commissariat de police et à une détention en vue.»

## **2. Exposé du moyen d'annulation.**

**2.1.** La partie requérante prend un moyen unique de la violation « du droit fondamental à la vie familiale et de l'intérêt supérieur de l'enfant mineur consacrés par les articles 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme, 7 et 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne; - des articles 5 et 17 de la directive 2003/86/CE du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial; des articles 10, 10ter et 12bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers; - des obligations de motivation (consacrée par l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et par les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, relative à la motivation des actes administratifs). du principe de bonne administration, en particulier du devoir de minutie ; - du principe de proportionnalité ».

**2.2.** Suivant des considérations théoriques, la partie requérante expose que « La partie défenderesse méconnaît les dispositions visées au moyen car elle ne tient pas compte de l'intérêt supérieur de l'enfant en cause, ni de l'ensemble des circonstances particulières invoquées à l'appui de la demande et celles dont elle a connaissance, qu'elle ne motive pas sa décision d'une manière qui reflète une réelle prise en compte de ces éléments et la manière avec laquelle elle estime avoir respecté l'intérêt supérieur de l'enfant et œuvré avec proportionnalité. La motivation ne reflète aucune prise en compte des éléments suivants, pourtant mis en avant dans le cadre de la demande : - Son père est le seul à le prendre en charge, leur mère n'en ayant pas la possibilité (cf courrier explicatif et attestation légalisée de la mère, déposés au dossier) ; - Son père travaille en Belgique et n'est pas en mesure, pratique et financière, de s'absenter du territoire ; - Il est scolarisé en Belgique (attestation scolaire produite) ; - Il est présent, en Belgique, avec deux autres membres de la fratrie (cf demande et rapport d'enquête de police produit avec la demande) ; La Cour EDH a considéré que : « pour accorder à l'intérêt supérieur des enfants qui sont directement concernés une protection effective et un poids suffisant, les organes décisionnels nationaux doivent en principe examiner et apprécier les éléments touchant à la commodité, à la faisabilité et à la proportionnalité (...) » (Cour eur. D.H. [GC], Jeunesse c. Pays-Bas, 3 octobre 2014, n°12738/10, 8 109). Myria précise : « quel que soit le cadre posé par la loi nationale dans des procédures administratives et juridictionnelles liées au séjour qui ont un impact sur la vie familiale, il convient d'appliquer pleinement les règles internationales, européennes et constitutionnelles et de prendre en considération l'intérêt supérieur de l'enfant de manière primordiale (voir check list intérêt de l'enfant en annexe)» (<https://www.myria.be/files/Migration-rapport-2015-focus-enfant-droitfamille.pdf>, p. 5). [...] Force est de constater que la décision ne résiste pas à l'analyse. En outre, en négligeant la due prise en compte de ces éléments, elle prend une décision attentatoire à l'intérêt supérieur des enfants en cause, à la vie familiale des intéressés, et totalement disproportionnée. L'ordre de quitter le territoire étant la

*conséquence de la première décision, l'annulation de cette dernière doit entraîner son annulation également. Dès lors, le moyen est fondé, les décisions doivent être annulées ».*

### **3. Examen du moyen d'annulation.**

**3.1.** Sur le moyen unique, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 12bis, § 1er, alinéa 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'admission au séjour fondée sur l'article 10, § 1er, alinéa 1er, 4°, de la même loi, doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger justifiant l'introduction de sa demande auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne. Enfin, si la partie défenderesse, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Par ailleurs, le Conseil rappelle également qu'il est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent. Le contrôle de légalité que le Conseil exerce doit se limiter à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation.

Dans ce même cadre, il lui appartient notamment de vérifier si la partie défenderesse a respecté les obligations de motivation des actes administratifs qui lui incombent. Ainsi, l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Cette obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité en vertu de diverses dispositions légales n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par les parties requérantes, mais n'implique que l'obligation d'informer celles-ci des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de la partie requérante.

**3.2.** En l'occurrence, la motivation du premier acte attaqué révèle que la partie défenderesse a, de façon détaillée, répondu adéquatement et suffisamment aux éléments soulevés dans la demande d'admission au séjour, en expliquant pourquoi elle estimait que ces éléments ne constituaient pas une circonstance exceptionnelle au sens indiqué *supra*. Il en va notamment ainsi du fait que le père de la requérante habite en Belgique depuis 5 ans, qu'il n'a ni logement au pays d'origine ni moyens financiers pour un tel voyage et qu'il est le seul à la prendre en charge. Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante.

**3.3.** Quant à l'argumentation développée par la partie requérante relative à l'intérêt supérieur de l'enfant, celle-ci n'a plus intérêt à son grief. En effet, il ressort du dossier administratif que la requérante a eu 18 ans pendant le traitement de sa demande d'admission au séjour, soit le 18 février 2025. En outre, le Conseil tient à ajouter que la partie défenderesse, avant de prendre sa décision, prend en compte l'ensemble des éléments dont elle a connaissance et cela jusqu'au moment où elle prend sa décision. Dès lors, elle n'a pas seulement égard aux éléments dont elle a eu connaissance au moment où la demande d'admission a été introduite mais également aux éléments postérieurs à celle-ci. En effet, c'est au moment où l'administration statue sur la demande de regroupement familial qu'elle doit se prononcer sur l'existence des conditions justifiant l'introduction d'une telle demande. Toute autre solution mettrait la partie défenderesse dans l'impossibilité de vérifier la réalité de l'existence de ces conditions. Pour apprécier cette réalité, elle doit tenir compte de l'évolution positive ou négative des événements survenus depuis l'introduction de la demande,

comme en l'espèce la fin de la minorité de la requérante. La partie défenderesse n'était donc aucunement obligée de motiver le premier acte attaqué sur ce point.

**3.4.** Quant à la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que cette disposition – qui fixe le principe suivant lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance – n'établit pas un droit absolu et ne s'oppose pas à ce que les États fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire.

Ainsi, l'alinéa 2 de cette disposition autorise l'ingérence de l'autorité publique, pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'elle énumère. Le Conseil rappelle également que la jurisprudence de la Cour a, à diverses occasions, considéré que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit pour une personne de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante.

En l'espèce, la première décision attaquée est prise en application de la loi du 15 décembre 1980 dont les dispositions doivent être considérées comme constituant des mesures qui, dans une société démocratique, sont nécessaires pour contrôler l'entrée des non nationaux sur le territoire national (voir notamment les arrêts Abdulaziz, Kabales et Balkandali du 28 mai 1985, et Cruz Varas et autres du 20 mars 1991 ; C.E., arrêt n° 86.204 du 24 mars 2000), en sorte que cette décision ne peut, en tant que telle, être considérée comme constituant une violation de l'article 8 de la CEDH.

L'exigence imposée par l'article 12bis, §1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'introduire la demande auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de résidence ou de séjour de l'étranger, constitue une ingérence en principe proportionnée dans la vie privée et familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois.

La Cour constitutionnelle (alors d'arbitrage) a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, à propos de l'article 12bis de la loi du 15 décembre 1980, qu'« En imposant à un étranger non C.E. [...] qui a épousé un ressortissant non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (considérant B.13.3).

La partie requérante échoue, quant à elle, à établir qu'un éloignement temporaire du milieu belge, comme imposé en l'espèce, serait de nature à rompre les liens familiaux existant en Belgique ou qu'il serait, plus largement, disproportionné, ou encore que la partie défenderesse n'aurait pas respecté les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 8 de la CEDH. Le grief pris de la violation de l'article 8 de la CEDH ne peut donc être accueilli.

**3.5.** Par conséquent, le moyen unique n'est pas fondé.

**3.6.** Quant à l'ordre de quitter le territoire, il s'impose de constater que celui-ci ne fait l'objet en lui-même d'aucune critique spécifique par la partie requérante. Partant, dès lors qu'il n'a pas été fait droit à l'argumentation développée par celle-ci à l'égard de la première décision attaquée et que la motivation du second acte attaqué n'est pas contestée en tant que telle, le Conseil n'aperçoit aucun motif susceptible de justifier qu'il puisse procéder à l'annulation de cet acte.

#### **4. Débats succincts.**

**4.1.** Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

**4.2.** Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

#### **Article unique.**

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le deux octobre deux mille vingt-cinq par :

M. OSWALD, premier président,

A. D. NYEMECK COLIGNON, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. D. NYEMECK COLIGNON

M. OSWALD